

Mineure 49

La dette a bon dos

La dette a bon dos. En son nom les attaques les plus basses contre la base commune de notre bien-être et de notre intelligence collective sont justifiées. Elle sert d'excuse à la plus frontale des luttes de classes de la part de ceux qui pompent le travail et se plaignent des assistés et des pauvres. Ce dossier entend démonter le pouvoir intimidant de cette dette. Du micro-crédit à la dette étudiante et à la dette écologique, toutes les dettes ne se valent pas. L'impératif de remboursement est un attrape-nigaud, des dispositifs nous aident déjà à y échapper, la dette elle-même relève largement d'une cécité comptable. Le faux calcul des coûts cache la vraie nature des coups : apprenons à les rendre, à être intelligents au lieu de pleurer la servitude.

sommaire

Se libérer de la rengaine du remboursement

163 Yves Citton

La dette : illusion comptable et aveuglement suicidaire

173 Yann Moulier Boutang

Apprendre en s'endettant

182 Anne Querrien & François Rosso

Vers des saturnales post-modernes ?

188 Anne Querrien & François Rosso

La dette est-elle bonne ou mauvaise ? Les leçons du microcrédit

192 Isabelle Guérin

Se libérer de la rengaine du remboursement

Yves Citton

La dette est une affaire de *mots*, tout autant, voire bien davantage, qu'une affaire de chiffres. En témoignent les débats qui agitent depuis plusieurs décennies la scénographie politique états-unienne, entre *tax-and-spend* Démocrates et *slash-and-save* Républicains : les seconds appellent « dépenses » publiques (à réduire) ce que les autres appellent « investissements » sociaux (à garantir). Ce sont bien les mêmes chiffres auxquels on se réfère par deux mots différents. Et pourtant, dire que l'État « dépense » produit des effets politiques très différents de dire qu'il « investit ».

La rengaine du remboursement

Le choix d'un vocabulaire plutôt que d'un autre est tout sauf innocent. Tous ceux qui nous obsèdent d'angoisses d'endettement insoutenable, de règle d'or et d'inévitable réduction des dépenses publiques ont fait leur choix, consciemment ou non. Ils apportent leur petite contribution à la grande *Fabrique de l'homme endetté* bien analysée par Maurizio Lazzarato dans son dernier

livre¹. C'est bien un nouveau mécanisme de domination, d'exploitation et d'oppression qui se met ainsi en place, dans une logique de compétition et de survie individuelle qui conduit tout droit au suicide collectif.

Cette conception de la dette, aujourd'hui dominante, présente la caractéristique principale d'être strictement *individualisante*. On n'imagine jamais que ce puisse être à moi de rembourser la dette de mon voisin – idée qui apparaît comme parfaitement saugrenue au sein de cette vision dominante. La dette est justement ce qui nous individualise, avec tout un système de numéro de sécurité sociale, de passeport, de compte bancaire, de carte de crédit qui rend traçables tous nos comportements individuels, mais aussi, comme le rappelait Nietzsche dans la *Généalogie de la morale*, avec tout un appareil de culpabilisation qui fait de chacun de nous un « sujet » de la morale en même temps que du droit. Chaque individu est appelé à s'identifier à la séquence des prêts (étudiants, immobiliers, automobiles) qu'il a contractés et des remboursements qu'il parvient (ou non) à effectuer.

¹ Maurizio Lazzarato, *La Fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

Cette dette individualisante instaure un certain *rapport au temps*, qu'on peut caractériser par une séquence rigide articulée en trois temps, qui forment ensemble la « rengaine du remboursement ». *Moment 1* : j'ai besoin ou envie de quelque chose que je dois/souhaite acquérir sans avoir accumulé assez de ressources préalables, et je choisis donc de contracter volontairement une dette auprès d'un détenteur de capital, qui débourse une certaine somme que je m'engage à rembourser. *Moment 2* : je bénéficie d'un bien qui m'appartient nominativement, mais qui me lie au prêteur qui en est le possesseur réel (ce dont témoigne le fait que ce soit la banque qui re-possédera ma maison, si je ne peux plus en assurer le remboursement) ; une partie de mon travail, durant ce deuxième moment, est donc destiné à fluer vers les caisses du prêteur, auquel le taux d'intérêt garantit des profits conséquents, même si je ne fais apparemment que « rembourser » ce qui est originellement sorti de sa bourse. *Moment 3* : à force d'application et de détournement d'une part du revenu de mon travail vers le prêteur, je vois venir le jour où je peux enfin me « libérer » de la dette contractée, devenant en fin de compte le « vrai » propriétaire de mon bien.

Ce rapport au temps se caractérise donc par *le choix d'une jouissance anticipée*, laquelle engage une obligation qui ne parviendra à terme qu'au moment du remboursement. C'est donc un court-circuitage du futur que nous propose cette vision de la dette, en nous soumettant du coup au poids d'un avenir déjà escompté.

La parfaite banalité de la description de ce mécanisme en trois temps cache son profond irréalisme, nous donnant une vue leurrée et leurrante de nos rapports à notre environnement social et biologique. La rengaine du remboursement, telle qu'elle est reprise en chœur de tous côtés dans le paysage médiati-

que actuel, nous illusionne sur au moins cinq points. 1°/ Elle nous pousse à croire que les dettes sont *individuelles*, obligeant la seule personne qui bénéficie de la jouissance anticipée, et qui est menacée de punition en cas de non-remboursement. 2°/ Cette rengaine implique que les dettes résultent de *libres choix*, comme si l'on pouvait décider, au moment T, de contracter ou de ne pas contracter un emprunt. 3°/ Cette rengaine implique aussi, par le même mouvement, qu'on pourrait vivre *sans dette*, pour autant qu'on ait la sagesse ou la frugalité nécessaire de se contenter de ce dont on dispose déjà. 4°/ Elle nous laisse croire que le remboursement ne fait que *rendre* ce qui nous a été prêté, selon un rapport d'égalité obligeant le débiteur à repayer ce qu'il a reçu (avec certes un « petit quelque chose en plus » bien naturellement dû à celui qui prend « le risque » de faire un prêt). Enfin, 5°/ cette rengaine paraît impliquer que chacun doit rembourser *intégralement* ses dettes, jusqu'à la lie, jusqu'au dernier terme prévu par le contrat originel.

On ne pourra commencer à s'émanciper de la rengaine du remboursement qu'en remettant en cause chacun de ces cinq points.

Captation de revenu et double langage

Commençons par les deux derniers, dont la récusation ne demande guère d'effort d'imagination. Le prêteur n'envisage de déboursier la somme dont il fait crédit que dans l'espoir d'en tirer un revenu. Le remboursement d'une dette ne constitue donc pas le simple retour au bercail d'une somme préalablement avancée : il sanctionne une *captation de revenu*. Dans le monde où nous vivons, on peut gagner des revenus monétaires en travaillant, en investissant à taux variables ou en prêtant

à taux fixes. Dans les trois cas, on cherche à s'assurer un revenu. On comprend sans difficulté la légitimité d'obtenir un revenu en échange de son travail, de ses efforts, de son attention, de ses capacités singulières – bref, en échange de ce qu'on *fait*. Il est plus difficile de justifier l'obtention d'un revenu fondé non sur ce qu'on fait, mais sur ce qu'on se trouve *avoir*. Cela revient à dire qu'il est légitime d'obtenir plus d'argent parce que vous avez déjà de l'argent. Parce que la chose est fortement contre-intuitive, la scolastique économique-financière développée depuis un demi-millénaire a dû passer par les acrobaties du « sacrifice de la jouissance présente », du « salaire de la prise de risque », des « frais de location de l'argent », du « coût d'opportunité » ou de l'« *incentive* », pour faire apparaître comme légitime ce qui n'est somme toute qu'une *rente* appropriée au nom d'un certain privilège (celui d'avoir des sous).

D'une part, donc, le « remboursement » fait bien autre chose que rembourser ce qui a été dé-boursé : à travers et en surplus de ce remboursement, il opère un transfert de revenu de la part de ceux qui travaillent en direction de ceux qui ont le privilège d'avoir plus qu'ils n'ont besoin pour vivre. D'autre part, le remboursement intégral, s'il est toujours espéré par le prêteur (et par le débiteur, qui cherche généralement à éviter les ennuis), ne constitue qu'un moment idéal de la logique de la dette, qui est loin de correspondre à sa réalité en régime néolibéral. On ne rembourse aujourd'hui un prêt que pour se mettre en position d'en contracter un autre : les cartes de crédit marquent « l'ouverture automatique de la relation de crédit qui instaure une dette permanente² ».

² Maurizio Lazzarato, *La Fabrique de l'homme endetté*, op. cit., p. 20.

Le double langage propre à la rengaine de la dette apparaît clairement lorsqu'on perçoit ces deux choses contradictoires qu'elle nous dit en même temps. D'un côté : « Tu rembourseras ta dette jusqu'au dernier sou, ou alors, si tu fais défaut, j'aurai le droit de te prendre une livre de chair, de te marquer au fer rouge, de t'expulser de ton logement, de t'exproprier de ton existence (selon une logique qui relève du *Ma bourse ou ta vie*). » D'un autre côté, et du même souffle, la rengaine nous chante que les prêteurs « méritent » bien de gagner (un peu) sur les prêts qu'ils accordent, puisque nous savons tous qu'une partie d'entre eux ne seront pas remboursés, ce qui leur revient en plus du strict remboursement de la somme déboursée devant en principe récompenser le risque qu'ils prennent en louant leur argent à autrui. Le message est bien double : « Tu rembourseras, quoique nous sachions parfaitement que tout le monde ne remboursera pas. » Autrement dit : « D'autres peuvent se permettre de ne pas rembourser – mais pas toi ! »

Désindividualiser la dette

Dès qu'on se libère du kantisme aveuglant où nous piège la rengaine dominante, on s'aperçoit que les dettes, sitôt qu'elles deviennent « importantes » (quantitativement), sont bien plutôt faites pour *ne pas* être remboursées (intégralement). C'est ce que la vulgate met au compte du *Too big to fail*. Pour ne pas avoir à rembourser ses dettes, il suffit d'en faire assez pour qu'un défaut de paiement entraîne vos prêteurs dans votre ruine. Derrière « l'impartialité » de ce mécanisme pourtant étroitement associé à la généalogie de la morale, il faut reconnaître la réfutation du premier point de la rengaine. Les dettes débordent de toutes parts les efforts faits pour les individualiser.

La chose saute aux yeux de quiconque se dégage un tant soit peu des œillères auxquelles nous nous sommes accoutumés : la dette grecque (ou espagnole ou portugaise ou italienne ou française) dont on nous parle tant n'a rien d'une réalité individualisée. Ceux qui en paient le prix cruellement imposé par l'impératif de son remboursement ne sont pas les mêmes que ceux qui ont bénéficié des prêts originels – ou alors, s'ils le sont parfois, c'est par coïncidence. L'idée apparemment saugrenue d'exiger de moi le remboursement d'un prêt accordé à mon voisin est bien ce qui dirige les politiques actuellement menées au nom de la dette. Quel citoyen grec a signé un papier lui accordant des ressources anticipées qu'il s'engageait à rendre à terme ?

On rétorquera que tous les Grecs (et pas seulement les plus aisés) ont bénéficié de « vivre au-dessus de leur moyens » pendant quelques décennies. Il faudrait y regarder de plus près, voir qui a réellement reçu quoi, qui a pu abriter ses bénéfices dans des lieux sûrs (avant l'effondrement général) et qui se trouve aujourd'hui exposé à devoir « rendre » ce qu'il n'a jamais reçu... Mais admettons, pour les besoins de l'argument, que les prêts aient apporté des bienfaits collectifs à l'ensemble des Grecs et que la responsabilité de les rembourser soit aujourd'hui elle aussi collective. Le résultat serait le même : la dette ne saurait se réduire à une réalité individualisée.

C'est bien ce qu'implique le principe du *Too big to fail* – principe qui, hormis pour Lehman Brothers, a conduit nos gouvernements à engager des fonds publics pour sauver la mise d'investisseurs privés. C'est ce que doivent bien constater même les plus intransigeants des banquiers allemands (ou français) : sans attendre les sept ans du Sabbat, les créanciers acceptent de remettre la dette grecque de 50 %, parce qu'ils

préfèrent perdre 100 milliards d'euros pour en récupérer 100, plutôt qu'en perdre 200.

Le rapport d'endettement concerne bien plus que l'individu-débiteur et l'individu-crédancier : sitôt que la somme est assez importante, que les individus sont assez nombreux ou dans des situations assez critiques, la dette apparaît dans sa réalité qui est *sociale*, collective, et non individuelle. Les sueurs froides des gouvernants, des entrepreneurs et des salariés de tous pays montrent que cette réalité sociale n'est aujourd'hui guère plus nationale qu'elle n'est individuelle. C'est seulement dans les illusions de la rengaine dominante que des individus ou les nations remboursent (intégralement) leur dette : la réalité (de toutes les époques) est que l'accès aux capitaux et la circulation des revenus conduit sans cesse à un double régime, simultané ou alternatif, de privatisation des profits et de socialisation des pertes. Et c'est ici que la dette est un phénomène (macro)politique – bien plus qu'économique ou financier.

Les luttes politiques autour de la dette

En guise de moyen terme entre la privatisation des profits et la socialisation des pertes, il y a actuellement une même réalité : l'impôt. Ce double régime tend généralement à favoriser doublement ceux qui tiennent le couteau du capital par le manche : on privatise des profits tant que les détenteurs de capital peuvent en accumuler les revenus ; on appelle la puissance publique au secours de l'économie (et non des seuls capitalistes) quand les nuages s'amoncellent à l'horizon. Et ça marche (presque) à chaque fois. Et, sauf à se résoudre à la politique du pire, on ne peut qu'être soulagé que ça marche (presque) à chaque fois. C'est en effet bien toute l'économie (transindividuelle, transna-

tionale), et non les seuls capitalistes, qui serait affectée par la faillite de ceux qui sont *too big to fail*. Ils sont justement *too big* parce que leur *failure* nous affecte tous.

Reconnaître que les dettes sont sociales (voire aujourd'hui globales) plutôt qu'individualisées (ou nationales), cela revient d'abord à reconnaître que nous sommes tous embarqués sur le même bateau. Socialisons donc les pertes, pour éviter que celles-ci ne nous fassent tous couler. Mais apprenons aussi à socialiser les profits, pour tenir un compte plus réaliste de la nature intégralement sociale de la sphère financière. La proposition d'une taxe pollen, ou taxe sur toutes les transactions financières, relancée par Yann Moulier Boutang à la suite d'une proposition de René Montgranier³, va précisément dans ce sens : tout recours aux appareils de la finance, depuis le chèque et la carte de crédit jusqu'aux opérations spéculatives à grande échelle, mérite d'être taxé pour remplir – et dans l'immédiat pour désendetter – les caisses publiques, nécessaires à soutenir des services indispensables à notre vie commune.

La dette est donc un terrain de lutte (macro)politique pour réajuster constamment, par le jeu de la fiscalité, les limites entre privatisation et socialisation des pertes et des profits. Le blocage apparent (et bien superficiel) dans lequel s'enferme notre époque tient à ce que la doctrine néolibérale a hypnotisé tout le monde pour exclure le double réajustement fiscal nécessaire à la poursuite de notre développement social : d'une part, augmenter (plutôt que diminuer) les ponctions fiscales nécessaires à faire fonctionner des services sociaux qu'il est indispensable d'élargir et d'intensifier ; d'autre

part, redéployer les charges fiscales en direction des mieux nantis, des détenteurs de capital et de la sphère de la circulation, de façon à assurer une distribution moins inégalitaire des revenus et des niveaux de vie.

Plus fondamentalement, le néolibéralisme a triomphé (au point de s'effondrer aujourd'hui sous le poids de son propre succès) en assurant l'agrégation des intérêts des détenteurs de capital (par les mécanismes de la finance) et la fragmentation des comportements des producteurs-consommateurs (en généralisant le recours à une dette individualisée). On ne peut imposer le non-remboursement (intégral) d'une dette que si l'on est assez *big* (c'est-à-dire assez nombreux) pour que notre faillite perturbe le système. Ce n'est pas le cas lorsque les familles sont expulsées de chez elles une à une : elles ne sauraient faire le poids, isolées, face à la puissance de la banque, des huissiers et des policiers qui relaient et exécutent cette puissance. Le défi politique, ici comme ailleurs, est donc d'imaginer des (nouvelles) formes de contre-agrégation entre débiteurs.

Débiteurs de tous les pays...

Ce n'est pas seulement par habileté machiavélique que les capitalistes ont réussi à faire privatiser leurs profits (en se justifiant du « ruissellement des richesses » vanté par les *trickle-down economics* des Thatcher-Reagan) et socialiser les pertes (pour éviter le naufrage de l'économie). Oui, l'endettement est un rapport politique bien plus qu'économique, comme en témoigne l'aberration de travailleurs du Tiers Monde saignés pendant des décennies pour rembourser des dettes contractées au profit d'une élite en collusion avec des pays riches, lesquels gagnaient à la fois en vendant des avions de combat et en

³ Voir Yann Moulier Boutang, « Taxe carbone ou taxe pollen », *Multitudes* 39 (hiver 2009) et René Montgranier, « Pour une taxe sur tous les mouvements de fonds », *Multitudes* 46 (automne 2011).

bénéficiant d'un service de la dette multipliant celle-ci d'une façon éhontée. (Le même rapport se reproduit aujourd'hui à l'identique entre la Grèce et la France-Allemagne.)

De toute dette, il faut commencer par se demander qui la tient par le manche, et savoir qu'elle saignera l'autre aussi longtemps qu'il ne montrera pas les dents. Refuser de payer – selon le slogan opéraïste repris par Dario Fo : *Non si paga!* – est le meilleur moyen de montrer les dents, qui seront d'autant plus convaincantes qu'elles seront nombreuses : Débiteurs de tous les pays, unissez-vous (derrière un même refus de rembourser)!

Les choses ne sont pourtant pas si simples. Maurizio Lazzarato a parfaitement raison d'inviter les journalistes à « avoir le courage de dire la vérité, en substituant chaque fois à l'énoncé « sauvetage de la Grèce », « sauvetage des banques françaises et allemandes » : on évoluerait dans un tout autre cadre politique⁴. Tous les problèmes n'en seraient pas résolus pour autant : les banques françaises et allemandes ne protègent pas seulement les millions accaparés par quelques gros capitalistes assoiffés de sucer le sang des prolétaires ; elles collectent également (et majoritairement) l'épargne et les fonds de pension de toutes les classes moyennes et supérieures. Derrière le 1 % dont *Occupy Wall Street* dénonce justement les accumulations de richesses démesurées, le « capitalisme » contemporain est aussi nourri de la présence diffuse de centaines de millions de salariés-épargnants écartelés par une schizophrénie systémique : je veux le remboursement des dettes dont dépend mon fonds de pension ou l'épargne accumulée par « une vie de travail » ; je vois mon travail, mes revenus, mes hôpitaux, mes écoles, mes insti-

tutions culturelles saignées au nom de l'exigence de ce remboursement.

Ici aussi, la lutte politique porte moins sur un principe abstrait – où s'opposerait le moralisme bourgeois chantant la rengaine du remboursement à la subversion ouvriériste exigeant d'annuler la dette – que sur l'analyse plus fine de ceux qui peuvent payer davantage, parce qu'ils reçoivent beaucoup, et de ceux qu'il faut aider à gagner en droits et en capacités. Pour cela, il faut certes accepter que, comme le souligne Maurizio Lazzarato tout au long de son livre, la dette n'est pas un problème économique, mais un *dispositif de pouvoir* – conditionnant aussi bien le niveau micropolitique de nos existences quotidiennes que le niveau macroéconomique de nos régimes fiscaux – un dispositif de pouvoir qui tend à isoler certains (les « petits ») pour les exposer plus cruellement à la rigueur d'un remboursement auquel échappent les autres (plus « gros »).

Les dénonciations de ce dispositif de pouvoir lui reprochent d'« exorciser le conflit » : le mode de subjectivation induit par l'endettement, parce qu'il individualise, tend à défaire les solidarités que permettaient les subjectivations articulées en termes de droits⁵. La critique est pertinente. On peut toutefois la retourner pour faire de ce vice (évident) le germe d'une vertu (potentielle). *Le Too big to fail* est la constatation d'une communauté de destin : si vous coulez, nous coulons. Le conflit passe certes au second rang, ce que regretteront sans doute les nostalgiques de l'activisme révolutionnaire, mais il laisse apparaître une solidarité de fait, qui invite à reconsidérer à la fois le rôle de la dette et celui de la finance dans le monde contemporain.

Dettes diffuse, dette sociale, dette mondiale

La rengaine nous illusionne en individualisant la dette. Mais la dette et l'hypertrophie de la finance nous éclairent en faisant apparaître (de façon encore déformée et opprimante) le tissu de relations diffuses qui constitue la principale substance active de notre productivité commune. La notion de « dette sociale » élaborée par les penseurs de la fin du XVIII^e siècle pourrait nous être utile pour mieux comprendre la nature diffuse de nos relations multiples et hétérogènes, dont la finance, les mécanismes assuranciers et les dettes ne sont que les manifestations les plus visibles. Chacun de nous, dès lors qu'il survit à ses premières années, contracte une « dette sociale » : la collectivité lui a avancé les moyens de vivre et de se développer, grâce aux richesses (matérielles et culturelles, nourriture et *care*) qu'ont accumulées les générations antérieures. Cette dette est diffuse : je la dois certes à mes parents, pédiatres, éducateurs, mais aussi bien à ceux qui jadis ont inventé l'imprimerie, la pénicilline ou le circuit intégré.

Il est indispensable de reconnaître que cette dette sociale est aujourd'hui inéluctablement une *dette mondiale*. Si les capitalistes – les gros, ceux qui comptent leur magot en millions – tiennent aujourd'hui le couteau par le manche, c'est qu'ils peuvent délocaliser leurs capitaux pour leur faire suivre sans difficulté la pente du moins-disant fiscal. Ce sont non seulement les débiteurs mais les contribuables de tous les pays qui sont aujourd'hui condamnés à s'unir, pour éviter de se laisser saigner par une logique faisant de chaque isolat (métropole, région, nation) le paradis fiscal de son voisin. Quoi qu'on pense du rôle des institutions européennes dans la néolibéralisation de nos sociétés, c'est seulement à leur échelle que peut être menée la prise en compte de la dette mon-

diale qui nous rend effectivement débiteurs des humanités passées et solidaires des humanités présentes. Cette mondialisation de la finance n'est toutefois qu'un aspect d'une solidarisation de fait de nos destins particuliers au sein d'un horizon planétaire commun.

Outre leur dimension spatiale, dette diffuse, dette sociale et dette mondiale mettent en lumière une certaine *inscription dans le temps* qui prend le contrepied des deux principes non encore déboulinés dans la rengaine du remboursement. C'est précisément ce rapport au temps qu'essaie d'effacer – avec des conséquences anthropologiques difficilement prévisibles – la tendance à faire financer les études par le dispositif des prêts-étudiants⁶. Au lieu de reconnaître que, quoi que je fasse, je dois ma culture – entendue dans son sens à la fois le plus large (toutes les connaissances accumulées au fil des siècles par les tâtonnements humains) et le plus concret (le *care* qui fait croître mon être) – à l'ensemble de la société à laquelle j'appartiens, le financement des études par prêts individualisés nous illusionne en nous faisant prendre des postures de *self-made man* : grâce au court-circuitage temporel permis par l'anticipation de la dépense sur son remboursement, je pourrai affirmer fièrement, lorsque j'aurai remboursé la dernière traite de mon prêt-étudiant, que « je me serai fait moi-même », par mes propres moyens.

Le double négationnisme du remboursement

Le prêt-étudiant illustre parfaitement les deux illusions centrales de la rengaine du remboursement, qui fait des dettes le résultat de libres choix (je peux choisir de m'engager ou non dans

⁴ Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté*, op. cit., p. 91.

⁵ Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté*, op. cit., p. 88.

⁶ Voir sur ce point l'article d'Anne Querrien et François Rosso dans ce dossier.

des études coûteuses) et qui implique que l'on puisse vivre sans dette (si l'on renonce à étudier pour « gagner sa vie » sans attendre, ou si l'on parvient à rembourser « intégralement » son prêt-étudiant). Cette rengaine des choix libres et des dettes remboursables – c'est-à-dire des *self-made men* – relève d'un double négationnisme.

D'une part, on fait comme si on ne devait rien aux générations passées. On dira – en bons athées matérialistes désillusionnés de toute superstition sur la survie de l'âme – que ces générations n'attendent rien de nous, puisqu'elles ne sont plus de ce monde (ni d'aucun autre) et qu'il n'y a donc nul lieu où nous puissions les rencontrer pour leur « rendre » quoi que ce soit. On peut comprendre l'horreur que ressentent certains (trop vite qualifiés d'intégristes ou de superstitieux) envers l'indécence de ce premier négationnisme, qui dénie tout attachement dont nous serions redevables envers nos ancêtres.

Même si l'on souhaitait accepter et revendiquer une telle désacralisation du passé, on pourrait néanmoins être préoccupé par son pendant symétrique en direction de l'avenir : notre insouciance, ou du moins notre inaction, envers les problèmes de réchauffement climatique, envers l'héritage de déchets nucléaires, de contaminations chimiques, d'appauvrissement génétique et culturel que nous laissons à nos petits-enfants, relève d'un autre négationnisme, qui limite la perspective du *self-made man* à ces deux bornes extrêmement étroites que sont sa dernière traite de prêt-étudiant et son dernier souffle d'individu corporé.

L'obsession actuelle de devoir rembourser nos dettes participe de ce double négationnisme. C'est bien ce que dénonce la protestation récente des archéologues grecs : pour rembourser la dette (des banques allemandes et françaises), leurs budgets brutalement réduits de 30 % font que le patrimoine hérité des générations

passées menace de disparaître, par manque de soin, mais aussi par vols, devenus de plus en plus tentants, faute d'autre forme de revenus et faute de gardiens. C'est bien aussi ce qu'auront à nous reprocher les générations à venir : non pas de leur avoir fait hériter du « poids de la dette », mais de n'avoir pas assez investi dans la reconversion de nos modes de vie et de production vers des pratiques moins destructrices de notre bien commun (physique et culturel).

Le dommage principal de la rengaine du remboursement qui circule en boucle dans nos médias dominants est en effet de nous obséder de l'arbre du déficit budgétaire en cachant la forêt d'une autre dette, qui devrait nous inquiéter bien davantage qu'elle ne le fait : *la dette écologique*.

De la dette aux avances

Les économistes classiques et orthodoxes se sont abondamment moqués de l'aveuglement passéiste des physiocrates amis de Quesnay et de Mirabeau qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, alors que l'industrialisation commençait à percer et qu'Adam Smith rédigeait la *Richesse des nations*, s'obstinaient à ne reconnaître de production de richesses qu'à la seule sphère agricole. Ce n'est pas « la terre » qui produit la richesse, leur ont-ils répliqué, mais le travail humain, tel que nos techniques (financées par l'accumulation et l'investissement de capital) en augmentent et en raffinent la puissance. À travers leur aveuglement, les physiocrates exprimaient pourtant une intuition à laquelle les théoriciens du libéralisme individualiste se sont eux-mêmes aveuglés.

Si les physiocrates entendaient limiter le privilège de la productivité au seul travail des champs, c'est que, pour eux, la « dette sociale » devait s'articuler avec une dette qui nous attache depuis toujours à la « puissance de la nature » (*physio-cratie*). C'est le concept d'*avances*

qui leur permettait de réunir dette sociale et dette écologique. Dans une lettre adressée à Jean-Jacques Rousseau, Mirabeau raconte son premier dialogue avec Quesnay qui l'a converti à la physiocratie : « [il me pria] de lui dire si l'homme en arrivant sur la terre apportait du pain dans sa poche pour vivre jusques au temps où la terre préparée, semée, couverte de moissons mûres, coupées, battues, etc. pût le nourrir. J'étais pris, il fallait ou supposer que l'homme avait léché 18 mois sa patte comme l'ours l'hiver, dit-on, dans sa tanière, ou avouer que ce créateur des fruits en avait trouvé en arrivant qu'il n'avait point semés⁷. »

Derrière cette robinsonnade, les avances décrivent un phénomène qui se répète à chaque génération : « le père a fait au fils les avances dont dépendait sa vie⁸. » Elles se renouvellent au fil de tous les actes quotidiens qui tissent notre vie sociale : « il n'est aucun individu de la société qui n'ait reçu gratuitement quelque bienfait. Nous ne saurions méconnaître cette bienfaisance générale et nous devons acquitter envers les infortunés la dette que nous contractons à chaque instant⁹. » Les dépenses publiques ont pour nom, dans le vocabulaire physiocratique, « avances souveraines » : « on appelle ainsi les frais de toute espèce qui ont rendu le territoire entier, et ce qu'on peut appeler le corps de l'État, habitable. Toutes ces choses doivent être entretenues puisque ce sont des barrières contre le chaos social¹⁰. »

7 Lettre de Mirabeau à Rousseau du 30 juillet 1767 in *Correspondance complète de Jean Jacques Rousseau*, éd. Leigh, Oxford, the Voltaire Foundation, 1978, vol. 33, p. 261-262.

8 Victor de Riqueti, Marquis de Mirabeau, *La Science ou les droits et les devoirs de l'homme* (Lausanne, 1774), Réimpression, Scientia Verlag, 1970, p. 11.

9 *Les Éphémérides du citoyen*, 1768, IV, p. 249.

10 Victor de Riqueti, Marquis de Mirabeau, *Théorie de l'Impôt* (1760), Réimpression Scientia Verlag, 1972, supplément, p. 17.

Tout cela est bien une affaire de mots. Mais les mots comptent. Lorsque les Républicains américains dénoncent les « dépenses » fédérales, lorsque les rigoristes européens nous effraient de nos « dettes » publiques, ils choisissent de nous peindre les dépenses comme des pertes de substance et les dettes comme des jougs qui asservissent notre avenir. Lorsque certains Démocrates parlent d'« investissements » ou lorsque les physiocrates parlaient d'« avances », ils nous rappellent que recevoir un prêt est tout autant *un facteur d'amélioration de l'avenir* qu'une obligation qui nous lie à notre passé et qui engage notre futur. Réinscrire dettes et investissements dans une vision articulant l'économie à l'écologie, comme invitait à le faire la notion d'avance esquissée par les physiocrates, accomplit pourtant un pas de plus.

De la rengaine à la reconnaissance

Repenser le vocabulaire de la *dette* à travers la notion d'*avance* permet de déjouer les cinq leurres propres à la rengaine du remboursement. Les avances ne sont qu'exceptionnellement individualisées : le soleil nous avance son énergie sans viser aucun d'entre nous, et ne demande même pas d'être remboursé. Les avances ne résultent pas d'un choix : je n'ai pu développer mon être que grâce à la chaleur, à la lumière, à l'oxygène, aux denrées, à l'attention et à l'amour dont j'ai bénéficié avant de songer à choisir quoi que ce soit. Je n'ai pu créer des fruits que parce que j'avais trouvé des fruits déjà créés avant mon arrivée, et non en léchant ma patte de *self-made bear*.

Ma capacité de choisir est le résultat bien plus que la précondition des avances que j'ai reçues de mon environnement socio-biologique. Il m'est impossible de survivre une minute sans

continuer à bénéficier de telles avances, dont je ne saurais donc jamais être « quitte ». Toute ambition ou toute exigence de remboursement serait simplement absurde. J'ai reçu au centuple (de milliers de générations qui m'ont précédé, ainsi que de la générosité du soleil) ce dont je ne peux « rendre » qu'une partie infime, toute mesure quantitative, toute échéance temporelle étant ici hors de propos. On comprend le déplacement radical qu'opère la notion d'avances : leur enjeu n'est pas de les « rendre » à leur point d'origine (l'inventeur de l'imprimerie est mort depuis belle lurette, le soleil n'a nul besoin de nos traites) ; leur enjeu est de transmettre vers l'avenir les meilleures conditions possibles pour poursuivre l'avancement de nos vies nécessairement communes et solidaires.

Au lieu de vouloir « rembourser » les avances, ce qui est proprement délirant, il nous faut déjà apprendre à ne pas en saper le renouvellement, ce qui est très différent et qui est au cœur de la notion de dette écologique. Comme le soulignait Mirabeau en évoquant les investissements publics, les avances ont rendu nos ter-

ritoires « habitables » : notre responsabilité première, envers les générations passées, présentes et futures, est au minimum de ne pas rendre nos territoires inhabitables, et si possible de les rendre plus accueillants.

Or toutes les politiques menées actuellement au nom de la rengaine du remboursement vont dans la direction opposée : au nom même du futur (ne pas laisser un fardeau insupportable de dette à nos enfants), nous réduisons toutes les avances nécessaires à leur laisser un territoire (physique et social) « habitable ». Avant de forcer chacun à « rembourser » quoi que ce soit, commençons déjà par « reconnaître » ce que nous devons ensemble au passé et au futur, au renouvellement de notre environnement et à la maintenance de notre commun.

Faisons l'éloge de la dette lorsqu'elle nous aide à reconnaître et à prendre soin de la solidarité diffuse (et non nécessairement conflictuelle) qui soutient nos écosystèmes biologiques et sociaux. Méfions-nous-en comme de la peste lorsqu'elle entonne la rengaine du remboursement.

La dette : illusion comptable et aveuglement suicidaire

Yann Moulier Boutang

La dette globale des économies a explosé : dette des ménages (vous et moi), dette des entreprises (en général pas vous, sauf si vous possédez des actions des entreprises), dette publique (État central ou fédéral, mais aussi collectivités territoriales : commune, communauté de communes, régions). La dette est générale, mais inégalement répartie à la surface du globe et dans ses composantes.

Prenons d'abord la mesure de ces différences entre les situations nationales. Voyons ensuite à quel point tout le calcul de l'endettement des États et des aberrations de la finance repose sur une cécité comptable. Elle nous enferme dans des déficits dont la majeure partie est imputable à la nature obsolète des mesures par lesquelles nous calibrons nos « données » économiques.

Cette thèse peut paraître choquante ou désinvolte. Elle ne l'est pas, dès que l'on prend la mesure de la nouvelle donne que constitue l'économie de la pollinisation. La dette est donc une illusion, ce qui rassurera ceux qui

pensent qu'il y a plus de marges de manœuvre que l'éternel refrain « Les poches de l'État sont vides ». Cette illusion peut néanmoins nous tuer tous, car la bêtise est profondément nuisible, ce qui mérite de nous préoccuper.

Quel type de dette ?

Le Royaume-Uni est très endetté dans ses finances publiques, les entreprises moins, mais les ménages beaucoup par rapport à la France, où l'endettement des ménages en pourcentage du PIB est beaucoup plus faible (de l'ordre de 30 %). Se servir du PIB est de moins en moins pertinent au fur et à mesure que l'on a affaire à un pays riche qui a accumulé un patrimoine, c'est-à-dire un stock de richesse, puisque le PIB mesure un flux de richesse annuelle et que la formation brute de capital fixe, pourvu qu'elle prenne en compte la richesse des ménages (essentiellement l'acquisition de logement), est alors plus complète. Cela reste toutefois à nuancer puisque le patrimoine produit un flux